

La Belgique veut mettre la pression sur les autorités burundaises

BBC Afrique, 2 octobre 2015 Bruxelles suspend des projets au Burundi La Belgique a annoncé vendredi avoir suspendu une série de projets de développement au Burundi. Selon la correspondante de la BBC à Bujumbura, les projets concernent le soutien au pavage, la justice burundaise et la gouvernance. "Un certain nombre de projets plus proches de la population, comme en matière d'éducation, d'agriculture et de soins de santé, ne sont pas suspendus. Nous allons essayer de minimiser l'impact", a déclaré le vice-Premier ministre et ministre de la Coopération au développement, Alexander De Croo (photo).

Selon lui, cette suspension vise à intensifier la pression politique, à mener les dirigeants burundais à la table de négociation avec l'opposition et à éviter la récupération politique. Dès l'annonce de la déclaration, le Burundi reste le pays qui reçoit le plus d'aide par habitant, plus encore que la République démocratique du Congo. Jeudi, l'Union européenne a adopté des sanctions contre 4 personnes impliquées dans la répression des opposants au régime, et la Belgique veut désormais aussi envoyer un signal. RFI, 02-10-2015 Burundi : la Belgique gèle plus de 60 millions d'euros d'aides. Après l'adoption de sanctions contre quatre responsables burundais, l'Union européenne ouvrira dans les prochains jours les négociations autour de l'article 96 de l'accord de Cotonou. Ce dernier régit la coopération entre l'Union européenne et les États de la zone Afrique, Caraïbes et Pacifique. A la veille du déclenchement de cette procédure, la Belgique a décidé de suspendre toute coopération avec le pays pour un montant de plus de 60 millions d'euros. Ce n'est pas le premier pays européen à prendre cette décision. Cela fait partie d'une stratégie globale de l'Union européenne pour amener les autorités burundaises à rouvrir l'espace politique et créer les conditions d'un dialogue inclusif. La Belgique a décidé de suspendre toute coopération avec le Burundi et d'arrêter sur le champ la coopération avec la police, accusée d'être responsable de violations des droits de l'homme et d'une répression féroce contre toute opposition. Pourtant partenaire privilégié, la Belgique a décidé de geler pour plus de 60 millions d'euros de projets. Il n'est pas question de punir directement le peuple burundais, mais bien les autorités qui perçoivent directement les aides de la Belgique. « C'est avec beaucoup de regrets que nous prenons cette décision. (à€) Nous sommes en train de faire une évaluation de quelles sont les alternatives possibles pour ce budget. Ce serait des alternatives qui travailleraient directement avec la population avec d'autres organisations qui ne sont pas liées avec les autorités burundaises. On veut être prêts pour dans 120 jours, si on voit qu'il n'y a pas d'amélioration, de continuer à aider la population burundaise sans devoir le faire à travers les autorités publiques burundaises », affirme le vice-Premier ministre belge Alexander De Croo. Si la Belgique suspend son aide économique, c'est dans l'objectif de mettre la pression sur les autorités burundaises : « Nous sommes un partenaire depuis longtemps de la population burundaise et on aimerait que sa situation s'améliore. Néanmoins, on ne voit pas comment cette situation pourrait s'améliorer s'il n'y a pas un vrai dialogue politique inclusif. Le but est donc de ramener tout le monde autour de la table pour avoir un dialogue inclusif. Cela a été un élément crucial de la paix au Burundi les dix dernières années caractérisées par un dialogue inclusif et représentatif de toute la politique burundaise et nous sommes convaincus que ce sera un élément essentiel du futur du pays aussi. Il faudrait que le calme puisse revenir le plus vite possible et que de vraies libertés politiques puissent voir le jour ». La Belgique n'est pas la première à utiliser ce procédé. L'Allemagne l'avait déjà fait en juin dernier, avant même la présidence, estimant que le Burundi avait violé ses engagements en termes de démocratie et de droits de l'homme. Les Pays-Bas ont fait de même plus récemment le 14 septembre. Objectif : faire monter la pression graduellement et notamment la pression financière. Pression politique : l'article 96 de l'accord de Cotonou Cette annonce de la part de la Belgique intervient donc dans un contexte global de pression européenne pour ramener les autorités burundaises vers les discussions. Une nouvelle phase devrait être entamée avec l'envoi d'une lettre en forme d'invitation de l'UE aux autorités burundaises dans le courant de la semaine prochaine. Une information que confirme le vice-Premier ministre belge, Alexander de Croo. A travers ce courrier, l'UE informe officiellement le gouvernement burundais qu'il a manqué à ses obligations - au titre de l'accord de Cotonou - en termes de démocratie et de respect des droits de l'homme. Les autorités burundaises auront 30 jours pour y répondre. En cas d'absence de réponse, cela conduirait à une rupture de toute coopération. Si le gouvernement accepte de négocier, les deux parties auront quatre mois pour se mettre d'accord et éviter la rupture. « On hésite souvent à utiliser la procédure de l'article 96, mais le Burundi est le pays où l'aide internationale, 50% de son budget, ça a le plus de chance de marcher », explique un officiel européen. « Ils ne vont pas nous dicter notre politique », rétorque un responsable burundais. Avant de conclure : « Ils veulent affamer le peuple, qu'ils le fassent ». Interrogé par RFI, le ministre burundais chargé des relations extérieures n'a pas souhaité réagir dans l'immédiat. Alain Aimé Nyamitwe es New York, en marge de l'assemblée générale des Nations unies, avec le vice-président Joseph Bukeye, il a multiplié les rencontres bilatérales. Jeune Afrique, 02 octobre 2015 Burundi : la Belgique suspend une partie de son aide. Après les sanctions européennes infligées à trois proches de Pierre Nkurunziza, l'ancienne puissance coloniale belge a suspendu vendredi 2 octobre une partie de son aide, dont les fonds atterrissaient directement dans les caisses de l'État burundais. Les sanctions et les pressions se succèdent à l'encontre du régime de Pierre Nkurunziza, mis au banc de la communauté internationale après son élection controversée à un troisième mandat qualifié d'anticonstitutionnel que l'Union européenne (UE) a adopté jeudi 1er octobre des sanctions contre quatre personnes, dont trois proches du président, la Belgique à son tour a pris une mesure supplémentaire. L'ancienne puissance coloniale a ainsi suspendu « une partie de son aide au Burundi », a annoncé vendredi le vice-Premier ministre et ministre de la Coopération au développement, Alexander De Croo. La coopération policière, suspendue depuis le mois de mai, est de son côté arrêtée sur le champ, ajoute un communiqué du gouvernement. Les projets de développement suspendus sont ceux dont les financements atterrissent directement dans les caisses de l'État. Ces fonds seront désormais reversés à d'autres projets de développement indépendants du gouvernement, précise la Belgique. « Les mesures auxquelles nous avons la certitude qu'ils profiteront à la population sont maintenues, je pense notamment aux soins de

santÃ©Â Â», ajouteÂ ainsi le vice-Premier ministre, qui espÃ“re que ces mesures provoqueront le rÃ©tablissement du dialogue. Une sanction similaire de lâ€™UE Ã venir ?Â Il ne sâ€™agit pas de la premiÃ“re sanction infligÃ©e par lâ€™Union europÃ©enne Ã la puissance coloniale.Â En mai, la Belgique avait ainsi dÃ©cidÃ© de suspendre son soutien au processus Ã©lectoral, qui allait faire rÃ©Ã©lire PierreÂ Nkurunziza pour unÂ troisiÃ“me mandat. Mais cette fois-ci, la mesure touche directement les autoritÃ©s burundaises au portefeuille. Selon lâ€™agence de presse britannique Reuters, 50 millions dâ€™euros en provenance de la Belgique atterrieraient directement dans les caisses de lâ€™Ã©tat burundais en 2013. Cette pression financiÃ“re pourrait encore sâ€™accroÃ“tre. CarÂ toujours selon lâ€™agence de presse britannique, lâ€™Union europÃ©enne qui finance prÃ“s de la moitiÃ© du budget annuel de lâ€™Ã©tat burundais, envisage Ã©galement de limiter son soutien financier.

Par Claire Rainfroy